



HAL
open science

Barrages, Identités et Frontières. Des barrages sur rivières frontalières (Sela et Alqueva)

Fabienne Wateau

► **To cite this version:**

Fabienne Wateau. Barrages, Identités et Frontières. Des barrages sur rivières frontalières (Sela et Alqueva). J. Pujadas, E. Martín, J. Pais de Brito (Eds.). Globalización, Fronteras culturales y políticas y Ciudadanía, Federación de Asociaciones de Antropología del Estado Español (FAAEE) y Asociación Galega de Antropoloxia (AGA), pp.229-244, 1999. halshs-00509932

HAL Id: halshs-00509932

<https://shs.hal.science/halshs-00509932>

Submitted on 17 Aug 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Paru sous sa version définitive et corrigée dans : J. Pujadas, E. Martín, J. Pais de Brito (Eds.), 1999, « *Globalización, Fronteras culturales y políticas y Ciudadanía* », Santiago de Compostela, Federación de Asociaciones de Antropología del Estado Español (FAAEE) y Asociación Galega de Antropoloxía (AGA) : 229-244.

Barrages, Identités et Frontières : Des barrages sur rivières frontalières (Sela et Alqueva)

Fabienne WATEAU

École des Hautes Études Hispaniques, Casa de Velázquez, Madrid.
Laboratoire d'Ethnologie et de Sociologie Comparative, UMR 7535, Nanterre.

RÉSUMÉ : Deux projets de barrage, l'un sur le Rio Guadiana (Alqueva) à la construction décidée par les États et financée en partie par la Communauté Européenne, qui ne fait pas l'objet de fortes contestations ; l'autre sur le Rio Minho (Sela), projet des États Portugais et Espagnol, et qui fait l'objet d'une résistance virulente organisée par les communes portugaises et galiciennes situées de part et d'autre de la rivière, fournissent le cadre de réflexion dans lequel se situe cette communication. Dans le premier cas, on s'intéressera au déplacement et à la reconstruction d'un village et de son identité. Dans le second cas, on présentera les arguments identitaires, différents et successifs, utilisés pour lutter contre la construction du barrage. Il s'agira de montrer comment les identités locales sont réajustées à de nouvelles réalités physiques et sociales, et d'expliquer comment la frontière, ligne et espace, comme perceptions et représentations, est utilisée dans ce jeu de la distinction pour définir et reconnaître des « nous » et des « autres ».

MOTS-CLÉS : identités, frontière, barrage, discours, politique locale, politique globale, dossier de presse, Portugal (Alto Minho, Alentejo), Espagne (Galicia, Extremadura).

Qui s'intéresse à la notion de frontière constitue rapidement une bibliographie volumineuse et imposante. Frontières militaires et politiques, frontières physiques et naturelles, frontières linguistiques..... la question, inscrite dans l'histoire et dans le temps, est régulièrement traitée par les différentes disciplines des sciences humaines¹. En ethnologie, l'ouverture récente des frontières économiques et politiques de l'Europe a conduit les chercheurs à s'intéresser davantage à la notion de frontière sociale, une frontière vécue qui est aussi vue, dite et représentée par ses acteurs ou simples fréquenteurs occasionnels. Et l'on trouve déjà sur ces aspects une littérature anthropologique assez développée², laquelle m'invite surtout à retenir l'idée que pour les gens qui la fréquentent et la pensent, la frontière, c'est avant tout des sens et des perceptions.

La frontière physique est tout d'abord visuelle. Elle est marquée par des rivières et des ponts, des montagnes, des bornes, des poteaux, des bouées, des barrières, des postes de douanes et des douaniers. Certes, certaines de ces marques visibles de frontière (comme les barrières et les douaniers) tendent à disparaître aujourd'hui, en Péninsule Ibérique. Néanmoins, la frontière entre deux régions ou deux États reste toujours visible ou tout du moins sensible : parce que la frontière est géographiquement naturelle (du point de vue physique et agricole, ou de la flore et de la faune) ; parce qu'elle est le résultat d'une politique locale à cours terme, comme une chaussée refaite ou non qui figure ainsi une limite sur une route; ou encore parce qu'elle est fonction d'une représentation différente d'un même objet, comme ces vaches « cousines et frontalières » des panneaux routiers de signalisation de Melgaço (Alto Minho) et Entrimo (Galiza). La frontière, ligne et lisière (*a raia/raya*), ou encore bande et espace de fréquentation et d'occupation (Uriarte, 1994) est donc une réalité physique et sociale visible et lisible dans le paysage.

Si l'on admet que la frontière est sens et perceptions, on admet donc aussi que la frontière est subjectivité et point de vue. C'est alors le Portugal « oublié » par les élèves espagnols de Sánchez Gomez (1997) sur leurs dessins, ou encore les cartes de la Péninsule Ibérique de l'Institut Cervantes à Lisbonne légendée *Mapa de España*. C'est la distance que les interlocuteurs introduisent sur le terrain quand, travaillant dans les régions, ils vous disent « *habla bien el Castellano* » ou bien quand, à Madrid, ils vous trouvent un accent portugais. Ce sont aussi l'Espagne et le Portugal, ces « deux sœurs qui s'aiment et se détestent tout à la fois » et décident, selon les situations, les activités et le jeu des conflits entre les différentes parties, que la frontière est inutile et à rejeter ou bien nécessaire et à défendre (Guichard, 1998).

Dans un cas, la frontière qui sépare est repoussée et laisse place à une zone frontière de convivialité où l'échange est possible et souhaité, et des fêtes communes, voire des politiques locales sont partagées (Uriarte, 1994). Elle implique solidarité et partage d'un même sentiment d'appartenance. Dans l'autre, la frontière est une limite vraie, une séparation et un obstacle à franchir. On entre alors dans un processus de séparation et de distinction où il s'agit de créer ou de renforcer sa frontière, de protéger sa différence tout en se protégeant d'autrui. Ces limites subjectives et variables ne se posent pas forcément sur des limites administratives, mais se jouent plutôt en fonction de contextes, d'idées et d'événements. On pourrait évoquer ici le principe de segmentarité dans les conflits et les alliances énoncé par Evans-Pritchard à propos des Nuer (1968), qui repose sur l'idée qu'un ennemi proche peut toujours devenir un ami en cas de besoin, surtout contre un ennemi commun plus lointain, et considérer la frontière comme une situation qui permet, précisément, l'expression de ce principe d'englobement de parties. Comme on pourrait également avoir recours à la théorie des triades (Caplow, 1971) pour expliquer, par exemple, comment se construit une tension ou un conflit autour de la délimitation d'une frontière, en fonction du jeu des alliances et des acteurs en présence. Entre l'Espagne et le Portugal qui ont des raisons historiques d'entretenir une distance réciproque, ce discours sur l'autre est régulièrement rappelé par la presse et les adages populaires. Il est peut-être celui qui contribue le plus à créer ou à

renforcer une frontière, car ce discours renvoie à la formulation d'une identité nationale, à cet « ensemble de traits culturels propres à un groupe, qui lui confèrent son individualité et sa spécificité, et qui permet de l'identifier » (Petit Robert, 1993). Or, « les traits culturels » ne sont pas tant « propres » à un groupe qu'agencés de façon à exprimer une spécificité. L'identification fonctionne dans les deux sens ; elle permet autant aux gens qui s'en réclament de se distinguer des autres. C'est donc plus sur la configuration que sur les traits en eux-mêmes qu'il faut insister. Pour les tenants politiques de l'Europe, à l'échelle du global, ôter les frontières c'est simplifier les relations économiques internationales, mais pour les frontaliers, à l'échelle du local, ôter les frontières oblige parfois à réaffirmer des spécificités et des différences, à rappeler ou à redéfinir un voisin, soit à se positionner vis-à-vis de lui, à faire de lui un allié partageant de même préoccupations ou bien un ennemi de qui l'on souhaite se détacher.

L'hypothèse de départ de cet article est que la frontière se choisit et qu'elle est définie dans un but précis : celui de faire de « l'autre » soit un ennemi, soit un semblable, et ce, eut égard au présent et au futur que l'on souhaite établir avec lui. Il s'agit ici de présenter deux cas de revendications d'identité et d'usage de la frontière différents en Péninsule Ibérique, lesquels présentent la caractéristique commune de répondre de la même politique globale et internationale sur le partage et la gestion de l'eau des rivières frontalières. Dans le cadre de la construction de deux barrages hydroélectriques, l'un sur le Rio Minho (barrage de Sela) qui fait frontière et sépare l'Alto Minho (Portugal) de la Galice (Espagne), l'autre sur le Rio Guadiana (barrage de Alqueva) qui fait frontière, plus au nord, entre l'Alentejo (Portugal) et l'Extremadura (Espagne), on constate que les identités locales sont éprouvées et, de ce fait, réajustées à de nouvelles réalités physiques et sociales.

Plus que de réajustement, il serait plus approprié de parler de redéfinition des identités puisque dans les deux cas la construction (prévue ou en cours) d'une infrastructure hydraulique a conduit les populations à se positionner vis-à-vis d'eux-mêmes, des « autres » et de la frontière. Mais cette redéfinition des identités passe, au nord dans l'Alto Minho et au sud dans l'Alentejo, par des comportements radicalement différents. Dans le premier cas de figure, la contestation est vive : toute une vallée s'oppose à la construction du barrage, la résistance est collective et les composantes de l'identité locale, identifiées et redéfinies, servent à lutter contre une politique globale et des États. Dans le second cas de figure, la contestation n'est pas manifestée sur la place publique : la population gère la situation au quotidien, individuellement, de façon douloureuse, bien qu'adoptant un discours national légitimant le projet. Cette réflexion sur la frontière est construite à partir d'observations faites sur le terrain, depuis le Portugal, et de l'analyse de dossier de presse relatifs à la construction des deux barrages.

Le barrage de Sela, un barrage d'oppositions

Si le barrage de Sela est construit, il sera posé sur la rivière frontalière qui sépare l'Alto Minho de la Galice, le Rio Minho, à hauteur des cantons de Monção (Portugal) et de Las Nieves (Espagne). L'eau retenue s'étendra sur près de 23 km de long, noyant 180 ha des terres de Monção et de Melgaço (Portugal), 170 ha des terres de Las Nieves, Arbo et Creciente (Espagne), et environ 130 ha de rivières et d'affluents. D'une capacité de 152 Mw, ce barrage hydroélectrique répartira son électricité à raison de 64% pour l'État Espagnol et 36% pour le Portugal. Sa construction sera ressentie dans toute la vallée internationale du Rio Minho, des terres inondées de l'amont à l'embouchure de la rivière, soit de Melgaço/Arbo à Caminha/La Guardia ; elle concernera une population dense de près de sept millions d'habitants dont une partie de l'économie repose, en amont de la rivière, sur l'exploitation intensive de terres agricoles (polyculture vivrière, monoculture de la vigne).

L'histoire du Barrage de Sela (comme celle du Barrage de Alqueva) commence officiellement en 1968 sous les dictatures de Franco et de Salazar, par l'Accord luso-espagnol sur l'utilisation des rivières transfrontalières à des fins de production d'énergie électrique. En 1977, le gouvernement portugais remet la concession d'exploitation hydroélectrique du Rio Minho à l'EDP (Electricidade de Portugal), invitant celle-ci à lancer les travaux mais, dès 1982, l'entreprise est confrontée à la résistance des cantons de Melgaço et de Monção. En Espagne, la concession est remise à la FENOSA qui exproprie sans grande difficulté la plupart des terrains et achète, en 1987, la quasi totalité des terres et des berges de la rive droite du Rio Minho.

Au niveau des politiques nationales, les discours discordants voire contradictoires des différents interlocuteurs officiels et portugais pouvant porter un avis sur la construction de ce barrage servent de levier à la prise de position contestataire des locaux. En 1993, une déclaration officielle du chef de Cabinet du *Ministério da Industria* laisse entendre que le barrage n'a pas raison d'être³. Néanmoins, les entreprises intéressées (EDP, FENOSA) continuent de défendre le projet et présentent, en septembre 1995, une étude d'impact environnemental réactualisée favorable à la réalisation du barrage. A cette étude, plusieurs ministères répondent de façon contradictoire : le *Ministério da Industria*, se positionnant contre, réclame une nouvelle étude plus pointue sur les répercussions de ce barrage sur l'environnement ; le *Ministério do Ambiente*, se positionnant pour, avance quant à lui que le barrage sera maintenu⁴ - ce qu'un Secrétaire de l'*Estado dos Recursos Naturais* rappelle encore en février 1996⁵. Pourtant, quelques mois plus tôt, le Président du *Instituto Nacional da Agua* avait annoncé officiellement que le projet était abandonné⁶. En mai 1997, le Secrétaire de l'Etat de l'Agriculture déclare que la construction du barrage de Sela est un crime écologique (01/05/1997) - ce que semble reconnaître implicitement le gouvernement puisqu'il inscrit le Rio Minho sur la *Liste Nationale des Sites (LNS) « Rede Natura 2000 »* (12/03/98) des espaces à protéger. Côté espagnol, la non construction semble également admise⁷. Pourtant, le gouvernement portugais reste dans l'indécision : il rappelle par l'intermédiaire de son *Ministério do Ambiente*, en mai 1998, que le barrage s'inscrit dans un contrat international⁸, et que le barrage de Sela correspond à une compensation du Portugal envers l'Espagne.⁹ La situation est donc on ne peut plus confuse. En mars 1999, à Melgaço, on dit du projet de construction du barrage qu'il est définitivement abandonné. Or, rien n'est encore officiellement signé. On peut donc encore s'attendre, légitimement et ce jusqu'à l'établissement d'une décision finale, à des volte-face dans les prises de décisions de la politique globale.

Face à cet imbroglio général, au niveau local et à l'échelle de la région, c'est-à-dire ici à l'échelle de toute la vallée internationale du Rio Minho, la résistance au barrage s'est rapidement organisée. Ce sont tout d'abord les associations écologiques ou environnementalistes qui réagissent, telles que la COREMA (*Associação de Defesa do Património*) de Caminha (Portugal) qui stimule, en 1994, la création d'une commission représentative des six cantons de la vallée du Minho (Caminha, Valença, Monção, Melgaço, Paredes de Coura et Vila Nova de Cerveira), la ADENCO (Galicia), ou encore la PLATAFORMA ECOLOGISTA LUSO-GALAICA qui réunit huit associations du Portugal et de la Galice pour lutter contre la construction de l'infrastructure hydraulique. Depuis 1993-1994, ces associations organisent des campagnes de promotion et de sensibilisation auprès des populations de part et d'autre de la rivière, envoient des pétitions à l'Assemblée de la République (03/94), la *Junta Autónoma de Galiza* et les *Governos Centrais de Espanha e Portugal* (12/95), et dénoncent les effets néfastes de cette politique sur l'économie, le culturel, l'esthétique et l'écologie locales¹⁰. Plus récemment, depuis 1998, les municipalités portugaises situées en aval du barrage ont rejoint le mouvement contestataire : pour ne pas que le barrage remette en question la création d'un Aquo-Musée à Vila Nova de Cerveira (12/02/98) ; pour que le barrage, en retenant le sable fluvial nécessaire à la reconstitution des plages, ne provoque pas une érosion prématurée du littoral à Caminha. Au niveau régional, la vallée solidaire adopte donc une position contestataire claire.

La résistance est encore plus nette à l'échelle des communes directement concernées par le barrage, Monção et Melgaço (huit des dix-huit paroisses de Melgaço en seront affectées). Cette résistance qui va crescendo peut être décomposée en trois temps : de 1982 à 1993 ; de 1994 à 1996 ; et de 1997 à aujourd'hui. Entre 1982 à 1994, l'idée de barrage n'est pas forcément remise en cause par les élus locaux si des compensations pour la région sont trouvées. Le ton est donné, dès 1983, par le Maire de Melgaço qui dénonce le projet au nom des « municipalités éloignées qui paient le progrès des régions plus favorisées ». Côté espagnol, à Arbo, « les communautés affectées réalisent une étude indépendante où 26 impacts de nature irréversible (ARCEA, 1992) ont été recensés pour contrecarrer l'utilisation partiste de l'Étude d'Impact Ambiental (EIA) » (Simón Fernández, 1998). Entre 1994 et 1996, il est toujours question de mesurer les effets positifs et néfastes pour le site d'une telle construction : les municipalités réclament alors de nouvelles études environnementalistes aux États, elles sont encore à l'écoute des propositions. Mais depuis 1997, au regard des indécisions constantes du global, un revirement radical est pris : il s'agit d'empêcher à tout prix que le barrage ne soit construit. On parle alors de « *la no necesidad social de este nuevo paso en la intensificación extractiva a que está sometido el Río Miño* » (Simón Fernández, 1998), et on agit. Côté portugais, la municipalité de Melgaço contre-attaque et son maire argue désormais de tous les arguments possibles pour empêcher la construction du barrage. Il invite ouvertement les Melgacences à exprimer leur mécontentement en organisant des sessions d'information et des débats sur le thème du barrage (28-29/01/1998), il donne au concours primé de dessins et de poèmes dans les écoles le thème : « non au barrage » (06/98) ; et il commande à l'association portugaise de biologistes une nouvelle étude d'impact environnemental (03/98) qui vient contredire les résultats des études de l'Etat ou des entreprises ; enfin, en tant que député, il monte à la Tribune et condamne ouvertement le projet (06/98). Des options sont choisies, des arguments trouvés et des cartes jouées. On met en avant trois d'entre elles : celles du tourisme rural pour retenir et attirer les populations ; celle de l'Alvarinho, le *Vinho Verde* de qualité spécifique de l'espace concerné, ressort de l'économie locale ; et enfin celle du rapprochement plus sensible encore de la Galice, une voisine précieuse dans le devenir de la région et dans la lutte contre le barrage. Le triptyque «Tourisme/ Alvarinho/ Galice solidaire» est ainsi défini et devient celui autour duquel la contestation s'articule. Concernant le tourisme, la municipalité qui compte déjà une école de formation dans ce domaine (créée en 1983) annonce un projet de village de tourisme rural en montagne et entame les travaux (01/05/1997), stimule la création d'une association de sport radical sur le Rio Minho (04/98), installe dans un bâtiment d'intérêt touristique (l'ancienne prison médiévale) un Solar de l'Alvarinho de dégustation (08/98) et, à l'occasion de la fête annuelle des Fumeiros et de l'Alvarinho qui attire presse et chalands portugais et espagnols, fait de la propagande contre le barrage. Le tourisme est la première carte avancée pour défendre la vallée. C'est la carte écologique, esthétique, conservatrice et affective¹¹, pouvant éventuellement devenir une carte économique, à moyen terme. La deuxième carte avancée est économique. Elle consiste à défendre, coûte que coûte, la première source de gains actuelle des Melgacenses et des Monçaenses, soit la culture intensive de Vin Vert Alvarinho insufflée depuis les années 1990 par la Communauté Européenne. L'existence et la qualité de l'Alvarinho (menacée par les nuages d'humidité que la rétention d'eau multiplierait) sont donc défendues avec conviction. Parallèlement, on défend également la pêche en rivière, une recette économique ayant des répercussions sur le tourisme et sa gastronomie - le Rio Minho étant la dernière rivière à saumon, lamproie et alose du Portugal. La troisième carte utilisée par la municipalité de Melgaço pour lutter contre la construction du barrage, enfin, est certainement celle qui pèse le plus lourd dans la panoplie des politiques. Elle est l'argument de poids par excellence, une situation qui oblige à reconsidérer la situation au niveau des politiques du global sur le local, car elle introduit une dimension à la fois synchronique, diachronique et régionaliste (donc politique) à la contestation. Dans l'axe de recherche qui nous intéresse, elle est aussi celle qui permet de repérer quels usages souhaités de la frontière ont été valorisés et retenus, et quel discours local commun est aujourd'hui adopté. La « solidarité transfrontalière » est recherchée par la

municipalité de Melgaço dès 1983. Il s'est agit de sensibiliser les Galiciens de la rive droite du Rio Minho du mauvais sort que les États portugais et espagnol réservaient à leur « Pai Minho » et de les inviter à prendre place dans la contestation. Depuis, la municipalité portugaise valorise les relations établies avec la Galice¹², invitant même les Galiciens à investir et à installer leurs entreprises sur son territoire, à des prix défiant toute concurrence, si celles-ci peuvent aider à retenir les populations dans la vallée¹³. La politique est à la coopération maximale, au rapprochement des deux rives du Rio Minho, à la valorisation et à la défense d'une vallée, et à la redéfinition d'une identité et d'un sentiment d'appartenance communs. Coûte que coûte, il s'agit de défendre le local face aux politiques globales. La Galice répond plutôt favorablement à ce rapprochement : elle aussi a des intérêts touristiques et économiques à défendre (les *Vins Verts* de Rias Baixas, la lamproie à Arbo, les descentes du Rio Minho en canoé...) et elle a, par ailleurs, une histoire et une revendication politique et régionale qui l'invitent à préférer se rapprocher du Portugal pour mieux lutter contre les Castellans et le Gouvernement central espagnol¹⁴. Ce rapprochement réussi avec la Galice est présenté dans les journaux comme le nouvel argument anti barrage¹⁵.

En terme d'identité, l'essentiel est résumé dans la phrase de ce Melgacense qui a intégré, à l'instar de la plus grande partie de la population locale, le discours anti-barrage municipal construit et articulé autour des trois grands pôles présentés ci-dessus : *“não deixaremos que o progresso dos grandes centros consumidores se faça a custa da degradação do nosso meio ambiente, da destruição das nossas belezas naturais, do extermínio da nossa fauna e nossa flora, dos atentados à nossa gastronomia, ao nosso turismo, à nossa economia e à nossa cultura !... essa sensibilidade... que nos foi legado por muitas gerações de raianos que amavam o seu rio...”* (Jornal de Notícias, 13/03/1998). Le tourisme, au travers de la beauté du paysage et de la gastronomie locale ; l'Alvarinho, au travers de l'économie ; et la Galice voisine et solidaire au travers de ces *“gerações de raianos”*¹⁶... sont les trois éléments constitutifs de la nouvelle identité locale revendiquée. Le tryptique a été défini, le tryptique a été retenu. Il est devenu celui qui permet de créer et par là même de défendre, désormais, une identité locale réajustée à la réalité présente, réinventée et réactivée pour être utilisée comme arme du combat anti-barrage.

On voit bien que la frontière, ici, profondément articulée à la notion d'identité a été un enjeu, un choix des politiques locaux et des populations locales, modifiant la notion de frontière telle qu'elle est définie par les États, puisque tant du côté portugais que du côté espagnol, pour lutter contre la construction du barrage de Sela, on a choisi le refus et le rejet d'une frontière nationale au profit de celle qui oblige à la fusion des différentes parties concernées autour d'une autre réalité et d'une autre histoire. Les relations étroites entretenues de part et d'autre de la rivière et celles encore à développer sont alors valorisées, les origines historiques communes de la Galice et du Nord du Portugal - faisant du riverain d'en face un cousin ou un frère - rappelées, et les parlers et modes de vie voisins des deux populations mitoyennes rapprochés. On oublie alors les guerres d'antan, les divergences et les conflits économiques (concernant, par exemple, la qualité respective de l'Alvarinho et de l'Albariño) (Guichard, 1996), les rivalités sociales, et les discours sur l'autre dépréciatifs (Vaz, 1970). La frontière est donc bien subjectivité, ou tout du moins “subjectivée”. Elle sert une cause, elle aide à la définition d'une identité et elle devient un outil pratique, car elle est avant tout une réalité empirique. Dans ce cas de figure, on pourrait accepter la proposition émise par Lask & Winkin (1995) : *“le sens ultime de la frontière, c'est l'horizon qui fuit au fur et à mesure qu'on s'en approche”*.

La situation est tout autre concernant le barrage d'Alqueva. Là, la frontière ou plutôt les frontières revêtent plusieurs dimensions, dont l'une, notamment, s'apparenterait davantage à *“un horizon qui se rapproche ou une limite qui vient à soi”*. Une proposition à expliciter après avoir défini le cadre dans lequel elle s'inscrit.

Le barrage d'Alqueva, ce barrage à construire

Le barrage d'Alqueva sera construit. C'est la décision qu'ont prise les gouvernements espagnol et portugais, c'est ce que les travaux en cours sur le Rio Guadiana laissent voir, et c'est ce que la préparation des sols et des maisons de la *Nova Aldeia da Luz* semble confirmer. L'inauguration du barrage est prévue pour l'automne 2000, l'installation de la population dans le nouveau village pour l'été de cette même année. Après maintes décisions contradictoires prises sous des régimes politiques et par des ministères différents qui ont fait débiter les travaux, puis les ont suspendus, puis les ont de nouveau fait reprendre, la question de la construction du barrage d'Alqueva semble définitivement réglée. Depuis une trentaine d'années, cet aménagement est une pomme de discorde dans le débat politique et social sur le développement de l'Alentejo¹⁷, la région sèche et désertique du sud du Portugal. L'histoire de ce barrage, longue et complexe, n'est pas rapportée ici, seules les grandes lignes utiles à l'argumentation de cet article sont présentées.

Le barrage d'Alqueva sera le plus grand barrage d'Europe : il mesurera 96 m de haut et 458 m de large au sommet. Construit sur le Rio Guadiana, en territoire portugais et dans le canton de Moura, à hauteur du village de Alqueva, la superficie prévue de son lac est de 250 km² (215 km² au Portugal, 35 km² en Espagne) et le volume utile de sa réserve de 3.150 hm³. Depuis l'origine du projet, la destination de ce barrage a souvent été réajustée. D'un barrage pour l'irrigation destiné à lutter contre la désertification de la région (d'une densité actuelle de 20 habitants au km² concentrés dans les agglomérations) et à permettre son développement agricole, industriel et touristique (par la construction d'infrastructures et d'emplois), à un barrage utilisé pour la production d'énergie électrique et l'approvisionnement en eau publique ou industrielle du complexe portuaire de Sines (ville du littoral qui a depuis résolu son problème de gestion d'eau), le barrage d'Alqueva est aujourd'hui, ouvertement et officiellement, destiné à fournir une réserve stratégique d'eau au Portugal. Réserve d'eau au Portugal pour l'alimentation en eau du Portugal et/ou réserve d'eau stratégique au Portugal pour se protéger de l'Espagne? A l'heure où l'on parle de la « guerre de l'eau »¹⁸, la prochaine guerre mondiale tant supputée par les journaux, le Portugal aurait-il à reconnaître en sa voisine l'Espagne une ennemie potentielle?

La question de la quantité et de la qualité de l'eau que l'Espagne laisse couler sur le territoire portugais, en effet, est la question conflictuelle par excellence que la presse et l'opinion populaire entretiennent avec ferveur. Conflit ouvert ou tension latente, c'est en effet par le biais de l'opinion publique que passe l'expression des conflits à niveau interrégional et international (Caldas, 1998)¹⁹. En matière d'eau et d'écoulements naturels, le Portugal dépend de sa voisine l'Espagne à près de 50%. Mais la politique hydraulique espagnole, plus ancienne, plus affirmée et plus déterminée que la portugaise²⁰, a su gérer au mieux les ressources hydriques de la Péninsule, de façon à constater sur le territoire portugais, entre 1972 et 1992, que le Rio Douro avait perdu près de 20% de son débit, le Rio Tejo 25% et le Rio Guadiana 56% (Caldas, 1998). Concernant le barrage d'Alqueva, on ne sait toujours pas si son remplissage et son alimentation régulière en eau seront assurés (Daveau, 1977). Une frontière existe bien entre le Portugal et l'Espagne : c'est « une frontière de l'eau » qui divise. Celle-ci est régulièrement réactivée par la presse et ses titres accrocheurs, lesquels mêlent fameux adage populaire anti-Espagnols et question de débit d'eau, ou renvoie à la question douloureuse et humiliante du vol d'eau²¹, soit à des thèmes, parce que sensibles, qui invitent le Portugal à se positionner contre l'Espagne. La presse avance également que l'Espagne fait pression sur le Portugal en utilisant l'eau comme d'une arme²², ou que le ministre espagnol reconnaît lui-même, de façon diplomatique, qu'il existe un différend ou une limite entre les deux pays concernant l'eau²³. Dans le discours populaire, également, cette « distance souhaitée » avec l'Espagne est marquée quand il est question d'eau²⁴, et ce, même si des Espagnols luttent avec des

Portugais contre les transferts d'eau, la démesure du barrage de Alqueva ou la défense du milieu et des régions transfrontalières (*Público*, 16/11/96). Des accords et des colloques (09/1998)²⁵ ont beau être signés et organisés, il faut retenir qu'à l'échelle des États et du discours populaire, l'Espagne et le Portugal sont distingués et séparés l'un de l'autre par une « frontière de l'eau ». La gestion de l'eau internationale est un sujet conflictuel, sans aucun doute ; et le barrage d'Alqueva, même en construction, un bât qui blesse encore dans les relations luso-espagnoles.

A l'échelle de la région Alentejo, le « grand barrage » n'est pas un souci, surtout si l'on retient l'idée qu'il est depuis toujours la solution hydraulique tant attendue qui doit «*sauver la région du déclin et du processus de désertification (vers laquelle elle s'oriente) sans une garantie de fourniture d'eau tant pour l'agriculture que pour l'alimentation humaine, l'industrie et le développement du tourisme* (Drain, 1996 : 47). Grand barrage ou ensemble de petits barrages - seul point autour duquel une polémique a pu être construite²⁶ -, les Alentejanos semblent tous attendre de l'infrastructure hydraulique choisie qu'elle apporte eau et développement. L'État a choisi de construire Alqueva, Alqueva est devenu le symbole du développement de la région Alentejo, et l'Alentejo un enjeu national : «*cette région à développer dont le pays a besoin* » (*Diário do Alentejo*, 27/10/1995). Aujourd'hui, à l'échelle régionale, il ne s'agit plus de savoir si l'on est pour ou contre le « grand barrage », on espère de lui le mieux et le meilleur de sa réalisation, en pensant au devenir des petits-enfants de la région (plan d'irrigation prévu pour 2025).

Dans le village da Luz, en revanche, le village qui sera submergé par les eaux du bassin de rétention, toute la population est contre le barrage d'Alqueva. Seulement, comme me le faisait remarquer un interlocuteur à la Festa da Pinha, on ne le dit pas, cela ne servirait à rien puisque la décision est prise, et bien prise, par les politiques globales. Dans ce village d'à peine 400 habitants, en effet, la contestation ouverte ne s'est jamais manifestée. Il n'y a pas d'association, pas de figure d'opposition au barrage. On semble accepter, pour le bien de la région, le sort que l'Etat au nom du suprême argument économique a réservé à ce village. Longtemps, depuis l'origine du projet jusqu'à ces tout derniers mois, les habitants de la Luz ont cru que le barrage ne serait jamais construit²⁷. Le barrage dont tout le pays parlait depuis une trentaine d'années, cet « éléphant blanc » tel que le désignaient les journalistes, n'est devenu une réalité pour les Luzences qu'à partir du moment où les travaux de préparation du terrain de la *Nova Aldeia da Luz* ont débuté, soit il y a quelques mois à peine (09/98).

En terme d'identité, la construction de ce barrage fait naître, provoque ou ravive des comportements et des situations identitaires différentes selon les acteurs concernés et les échelles envisagées. En soi, la question du réajustement ou de la reconstruction des identités à la suite d'un fait marquant sur le paysage et les groupes sociaux (une catastrophe naturelle, une infrastructure de taille, etc.) n'est pas nouvelle. A propos du barrage d'Assouan et des populations nubienne déplacées, Fogel (1997) a proposé une lecture fine et minutieuse des processus multiples de revendications et de redéfinition des identités, où le jeu de l'oubli, notamment, occupe une place essentielle dans la (re)construction de l'histoire collective. En Espagne, la politique intensive des barrages laisse parfois place, sur le terrain, à un discours sur l'origine des différences entre villageois - un travail sur les représentations encore à creuser. Le barrage d'Alqueva, quant à lui, alimente un discours identitaire à au moins trois niveaux différents : au niveau national, au niveau régional, et au niveau local.

Au niveau national, le barrage d'Alqueva s'inscrit parmi les plus grands travaux réalisés qui confèrent du prestige et de l'importance au pays : Alqueva sera le plus grand barrage d'Europe, tout comme l'Oceanorium, le Pont Vasco de Gama et le supermarché Colombo, lisboètes, sont les plus grands d'Europe. Comme s'il s'agissait pour le Portugal, ce pays petit par la taille et le nombre total de

ses habitants, de rappeler et de revendiquer chaque fois que possible sa grandeur passée de conquérant du monde²⁸.

Au niveau régional, le barrage d'Alqueva est devenu un mythe, une « histoire générale exemplaire » (Bidou, 1991) construite au fil des années et sur laquelle reposent l'espoir mais également l'identité d'une région. L'eau salvatrice du barrage doit faire renaître la région à partir de son désert, lui donner une origine et une identité nouvelles, et lui permettre même d'être « cette région dont le pays a besoin ». Deux idées se dégagent nettement de ces lignes : celle du mythe salvateur de l'eau, et celle d'une revalorisation de l'Alentejo à l'échelle nationale. Le mythe salvateur de l'eau, ou encore la mythification de l'irrigation comme voie d'accès au développement est un thème souvent repris par les promoteurs et les politiques pour légitimer la construction d'infrastructures hydrauliques (Clarimont, Del Moral, Drain, Sivignon, Drain, 1996). Pour les villes et villages de l'Alentejo directement concernés par le barrage, l'occasion a déjà été saisie de repenser une histoire locale, d'ajuster un discours sur soi et d'améliorer une présentation générale. Les grosses bourgades périphériques au futur bassin (Monsarraz, Moura, Mourão et Juromanha) ont été réidentifiées comme « *Vilas Históricas* » ; et les villages directement alentours (Alqueva, Amieira, Estrela, Luz et Granja) baptisés « *Aldeias de Água* » pour inviter un touriste flânant du côté de Alqueva à s'y arrêter. Dans le village de Estrela, on spéculait déjà sur les terrains, les proposant à tout vent au passant « étranger ». Et on attend beaucoup, incontestablement, du tourisme et du développement économique (hotellerie, restauration, loisirs) que cet « *espelho de água* » peut offrir aux locaux. L'Alentejo, autrefois « grenier du Portugal » et aujourd'hui terre pauvre dont on se moque à l'échelle du pays, terre de ceux dont on imite l'accent et sur lesquels on raconte des blagues pour se moquer, ou encore la « première colonie » du Portugal comme disent les gens du Nord, est certainement la région portugaise qui a le plus à défendre une nouvelle identité et à revendiquer un nouveau statut régional dans sa relation au national. L'Alentejo semble pouvoir croire qu'elle a tout à gagner de la construction de ce barrage, et il se peut, en effet, pour la région, que Alqueva ou le plus grand barrage d'Europe soit cette opportunité à saisir, ce défi à réussir tant pour sa dimension économique que symbolique. L'enjeu est de taille, de celle d'une gigantesque infrastructure hydraulique.

Pour les gens de la Luz, contre le barrage qui va noyer leurs maisons, mais prêts à l'accepter au nom de la région, l'identité villageoise a également été réajustée. Il s'agit de souffrir en silence, de porter sa douleur et de ne pas contester (ou alors de façon passive et ou discrète, en refusant d'aller choisir le revêtement au sol de sa nouvelle maison, par exemple, ou en faisant traîner des signatures²⁹). Car les gens de la Luz ont tacitement accepté de correspondre à l'image que les « autres » leur ont donné et que le Président de la République a lui-même rappelé lors de sa visite à la Luz, en décembre 1998, à savoir celle d'un peuple de sacrifiés. Les « sacrifiés de l'Alentejo ». Ce qualificatif, faute de mieux, a été accepté par les gens de la Luz, probablement par ce qu'à l'instar des martyrs des grandes causes il confère un peu de noblesse et de grandeur d'âme à la population. Ce qu'il produit avec plus de certitude, c'est une spécificité, une qualité ou une particularité, c'est-à-dire de l'identité distinctive et constructive. Au regard de la région et du pays, ces quelques 400 habitants là ne sont pas tout à fait des Portugais Alentejanos comme les autres, car ils sont aussi et surtout ceux par qui la réalisation d'une grande œuvre nationale est possible, et des gens dont l'histoire d'un déplacement et d'une réinstallation, unique au Portugal³⁰, sera toujours rappelée. Sachant que la terre n'est pas forcément un support de l'identité (Fogel, 1997), une véritable étude de la relation qu'identité et territoire entretiennent ici mériterait d'être menée - un champ à creuser qui ne fait pas l'objet de cet article -, car elle expliquerait, sans doute, une partie des comportements alentejanos actuels³¹,

Ainsi donc, comme dans le nord du pays, il y a eu aux niveaux national et régional articulation politique entre identité et frontière ; mais, à la différence de ce premier exemple, personne n'a pu ou

voulu produire, au niveau local, cette même articulation. Cette simple phrase de l'agronome João Castro Caldas suffit, il me semble, à résumer la situation nationale actuelle : « *Les frontières territoriales sont consolidées depuis longtemps et les conflits de souveraineté oubliés sur le territoire portugais, mais c'est autour de la question de l'eau que peut émerger la tentation de structurer de nouveaux sentiments nationalistes, comme cela s'est produit en d'autres régions du monde* » (Caldas, 1998). Autant dire, en d'autres termes, pour appliquer le propos à l'objet, que la « frontière de l'eau » qui existe entre l'Espagne et le Portugal est donc bien cette frontière qui éloigne et qui peut faire surgir ou resurgir, dans le discours populaire, les « vilains Espagnols » et l'Espagne sous son jour de soeur détestée.

Au niveau régional, la frontière à envisager est celle que constitue le barrage lui-même : une fracture dans un paysage transformé de façon irréversible ; et une fracture dans l'histoire agricole, sociale et politique de la région, elle aussi transformée de façon irréversible. Il y a l'avant barrage et il y aura l'après barrage, soit un temps physique et social scandé par la technologie. Cette frontière à être et à venir, est une « frontière qui vient à soi ». Elle sera effective le jour où la grande masse d'eau retenue par le barrage aura coupé les voies d'accès terrestres qui relient aujourd'hui villes et villages alentejanos, et obligé à repenser les espaces et les communications. Cette frontière qui vient à soi est vivement attendue ; elle est celle du barrage salvateur de la région, du futur.

Au niveau du local, la « frontière de l'eau » nationale ou la « frontière régionale et salvatrice qui vient à soi » intéressent peu les habitants de la Luz. Ils ont plutôt à assurer la gestion d'un quotidien et d'un espace familial appelés à se modifier profondément ou à disparaître sous peu. À la façon d'un grand malade qui se prépare au pire, la gestion des angoisses est difficile, sensible et envahissante, et la douleur, muette ou peu contée, est celle de la disparition de sa maison et de son histoire sous les eaux d'un barrage dont on a toujours entendu parler mais auquel on n'avait jamais vraiment cru. Aujourd'hui, à la Luz, on se prépare doucement à l'idée de déménagement, mais sans réellement s'y employer encore : les nouvelles maisons ne sont pas encore construites et, secrètement, on préfère espérer un revirement soudain de situation politique, ou un geste de la sainte patronne du village, Nossa Senhora da Luz. À moins que l'on se persuade avec force qu'on sera mieux dans la nouvelle maison, si les plans en main sont bien corrigés, si la EDIA respecte ses engagements³². La frontière que l'on a gérer ici est celle de l'échéance, de l'échéance de toute une vie passée dans un lieu. L'horizon lointain de la construction du barrage et du déplacement d'une population se rapproche soudain avec vélocité. Chez certains, la constestation s'est un peu levée, mais toujours de façon timide et mesurée, individuelle ; chez certains autres, c'est l'idée de maison neuve qui fait tenir ; enfin, chez tous les autres, c'est l'attente contenue, un peu à la façon de ce drame lent qui se joue ici depuis de longues années. Ici, la « frontière qui vient à soi », ce n'est plus le barrage salvateur mais le barrage qui noie.

Il s'est agit dans cet article, dans l'acceptation la plus large possible du terme, de mener une réflexion sur la nature et l'usage de la frontière. Dans les deux exemples présentés, la représentation (unique ou multiple) de la frontière et les discours identitaire développés autour de cette notion ont été constitutifs d'un enjeu de pouvoir sur la définition d'un futur, produisant par là-même un enjeu collectif, une cause à défendre ou une situation difficile à gérer. Refusée, admise, déplacée ou encore (re)inventée, la frontière est un de ces objets subjectivisés qui participent à la définition des groupes. Quel que soit l'endroit où l'on décide de la poser et la façon dont on la définit, la « frontière » devient dès lors ce point d'articulation autour duquel les identités distinctes, les « nous » et les autres », peuvent s'agencer, s'équilibrer et se reconnaître. Et l'on s'aperçoit, dès lors, qu'il n'y a plus d'identité sans frontière - la première notion englobant la seconde - car poser une frontière, c'est toujours se définir un peu.

¹ Les ouvrages et articles d'historiens, de géographes, de linguistes, juristes, etc. sur la frontière constituent une collection dont l'exhaustivité est impossible à restituer ici. La liste indicative ci-dessous concerne plus spécifiquement (mais non exclusivement) la frontière luso-espagnole, ou bien mentionne des écrits plus généraux sur la notion et le concept de frontière. On peut consulter : Barrenechea & Pintado (1974) ; Braga (1997) ; Cavaco (1973) ; Foucher (1991) ; Guichard & Hily (1996) ; Lask & Winkin (1995) ; Martins (1998) ; Medeiros (1998) ; Navas (1998) ; Raffestin (1986) ; Ramos (1994) ; Rita (1938) ; Torres (1960) ; Vaz (1970). A mentionner, la sortie d'un ouvrage sur les frontières au Moyen Âge et en Péninsule Ibérique, en 2000, dans la collection *Mélanges de la Casa de Velázquez*, Madrid (actes du colloque, 12/98).

² Voir Bloch & Ercker (1996) ; Brito (1988 et 1996) ; Hernández & Castaño (1996) ; Sánchez Gómez (1997) ; Uriarte (1994) ; et tout récemment, Rapper (1999).

³ « *sob o ponto de vista de centro produtor de electricidade, o projecto não se afigura como prioritário sob os pontos de vista técnico e económico* » (*Jornal de notícias*, 24/01/1996).

⁴ « *esse projecto luso-espanhol nunca foi abandonado, nem tão pouco suspenso, apesar das declarações ambíguas feitas nesse sentido por responsáveis portugueses* » (*Jornal de notícias*, 24/01/96).

⁵ « *a barragem será construída..., tendo que a EDP e a sua congénere espanhola, a Fenosa, já expropriado a maior parte dos terrenos nas duas margens do Minho* » (*Diário do Minho*, 03/02/1996).

⁶ « *O projecto do empreendimento hidroeléctrico de Cela está parado e que o estudo de avaliação do impacto ambiental foi suspenso por causa da aparente falta de interesse das entidades promotoras e a existência de algumas lacunas de natureza técnica incluídas nos documentos já elaborados..* » (*Correio Do Minho*, 16/05/1996).

⁷ « *os Espanhóis já não admitem construir a barragem ... Madrid admite esquecer a barragem se entretanto se mantiver a forte contestação do lado português* » (26/02/1998).

⁸ « *esta barragem faz parte da lista de barragens prevista no convénio de 1968, que incluía também a barragem do Alqueva... há um contrato internacional que não podemos esquecer* » (*Jornal de Notícias*, 06/05/98).

⁹ L'accord luso-espagnol de 1968 est un « accord de partage énergétique » qui sous-entend équilibre des deux parties ou compensation de l'une envers l'autre. Or, en 1969, le Portugal a accepté de céder la majeure partie de la production électrique du barrage de Sela en échange de la possibilité de construire un grand barrage sur le Guadiana (Drain, 1998: 489).

¹⁰ Parmi ces effets néfastes : inondation de nombreuses terres cultivables ; formation de microclimat néfaste à la culture de la vigne dont le cépage Alvarinho est le plus représentatif de la vallée ; disparition du patrimoine historique, culturel et architectonique que constitue les pêcheries ancestrales, dont certaines sont médiévales ; disparition d'un paysage typique entre Monção et Melgaço ; destruction des habitats et refuges de la faune et de la flore ; fin des poissons migrateurs spécifiques de la région (alose, saumon, lamproie) ; baisse du niveau de l'eau ; risque de pollution.

¹¹ Une carte entendue par les Melgacenses qui investissent depuis peu dans le tourisme rural (restauration de moulins et fermes ; offre de promenades à cheval, de randonnée en montagne...).

¹² « *O concelho (de Melgaço) ganhou novos atributos especialmente nas acessibilidades e ligação à Galiza, que vai ser melhorada com a construção da ponte internacional Melgaço/Arbo*¹²...(*Notícias de Viana*, 01/05/97) ; *o concelho tem sólidas relações com esta provincia espanhola... a proximidade geográfica permite resolver problemas mais depressa do que se recorre ao Governo português... estamos a pensar em recorrer a médicos da Galiza (Alto Minho*, 09/97

¹³ Investissement à raison d'1 escudo/ le m2 pour une entreprise offrant 20 emplois (*Jornal de Notícias*, 08/09/98).

¹⁴ Pour le géographe François Guichard, « *la coopération transfrontalière sert plus d'argument politique à usage interne qu'elle ne reflète une volonté réelle... elle permet avant tout à chaque partenaire de renforcer sa position par rapport à son propre État* » (Guichard & Hily, 1996 : 48). Si l'on retient cette idée, on admet que Melgaço et Monção trouvent dans cette coopération un moyen de défendre leur Alvarinho spécifique des menaces d'élargissement de la production à toute la région délimitée des *Vinhos Verdes* (cf articles des 17/09/98 et 05/10/98), et la Galice un nouvel argument dans son discours contre l'Espagne centrale.

¹⁵ « *... que deve-se ao Poder Local e ao vinculo positivo que liga o Alto Minho à Galiza* » (*Tribuna do Norte*, 01/98).

¹⁶ Cette parenté reconnue avec les Galiciens n'est ni nouvelle, ni originale. Elle trouve ses fondements dans l'histoire commune du Nord du Portugal et de la Galice, est régulièrement rappelée dans la littérature. Il y est question d'amitiés et de parenté (Julio Vaz (1970) cite Garret : « *Filhas dos mesmos pais - galego e português - ...há contudo nas feições de ambas auele ar de família* »), mais aussi de tensions, rivalités et jalousies (Guichard et Hily (1996).

¹⁷ Pour une lecture de l'histoire récente de l'Alentejo et des éléments qui ont contribué à entretenir la polémique autour du barrage d'Alqueva, voir Castro Caldas (1997) et Drain (1996). Pour un récapitulatif de l'histoire chronologique du barrage, avant 1994, voir l'article du *Público* du 7 avril 1994.

¹⁸ Sur la question des conflits et de la régulation de l'eau en milieu méditerranéen, voir Drain (1996 ; 1998). Voir également le *Público* du 22/03/99.

¹⁹ “*Dans l’opinion publique, la réduction des débits nationaux des bassins hydrographiques transfrontaliers apparaît comme une rétention de ses ressources de la part de l’Espagne renforçant les conditions de compétitivité de son agriculture face à celle du Portugal*” (Castro Caldas, 1998: 236).

²⁰ L’Espagne commence à se soucier du contrôle et de la gestion des eaux dès le XVI^e siècle, sous Felipe II, et dès le XVIII^e, les bassins de l’Ebre, du Duero et le pays Valencien bénéficient de grands travaux. Le Portugal crée son premier *Instituto Nacional da Água*. en 1968 et, « excepté les petits barrages romains de l’Alentejo, construit son premier barrage en 1928, à Povoia » (Drain, 1996:43).

²¹ « *Plano hidrológico. Nem bons ventos, nem água (Semanaário, 06/05/95)... Espanha “importa” água do Guadiana (Diário de Notícias, 07/09/95)* ». La question du vol, et du vol d’eau en particulier, est un thème sensible au Portugal. J’ai montré que le vol d’eau, dans une communauté rurale du nord-ouest du Portugal, était le motif-prétexte au déclenchement de conflits qui appellent à la réparation. Le vol d’eau est à considérer comme une valeur sociale à ne pas transgresser (Wateau, 1998).

²² “*tudo indica que a estratégia espanhola de utilizar o Alqueva como moeda de troca para conseguir a aceitação portuguesa dos tranvases do Douro para o sul, está a produzir bons resultados (Independente, 19/01/96)* ou, “*o abastecimento de água à provincia de Huelva é uma contrapartida possível para que os Espanhóis cedam no plano hidrológico (Diário das Notícias, 09/11/96)*

²³ “*Congratulando-se com as boas relações existentes, o ministro espanhol felicitou-se pelo facto de entre os dois países só haver um tema que tenha de ser objecto de discussão : a água*” (*Jornal de Beja, 31/05/96*).

²⁴ Petit travail de terrain en cours sur le regard croisé des Portugais sur les Espagnols et vice-versa, j’ai noté cette réflexion lors d’une discussion : “*En geral, não compro espanhol, mas isto, a licor de melão, não posso resistir. Mas en geral, não compro espanhol, porque é espanhol... os Espanhóis roubam a nossa água. Já viste os tubos enormes no Guadiana, entre Vila Real de São António e Alcoutim, os tubos no rio ?, É um furto evidente dos Espanhóis*” (Lisboa, 11/12/98).

²⁵ Pour les accords, voir (*Semanaário, 01/03/1997 ; Correio da Manhã, 02/04/1998*), pour les colloques, voir les Actes du “*Congreso sobre Planificación y gestión de las aguas*”, 1998.

²⁶ « Ce n’est pas tant sur le projet lui-même que sur les modalités même de ce projet que la contestation a pu porter » (Drain, 1996). Pour une critique du projet démesuré d’Alqueva et la proposition d’un programme avec des *alternativas melhores, mais simples, mais económicas, mais rápidas e faceis de executar, mais diversificadas, e servindo idênticos objetivos*, on peut lire : *Barragem de Alqueva, livro negro*, 1981. Pour d’autres positions politiques sur Alqueva mais toujours favorables au développement de la région, voir Silva, 1982 et *Proseguir Alqueva*, 1985.

²⁷ « *eu, nasci com a barragem, já se falava da barragem quando era pequena, mas nunca acreditei que arancassem um dia as obras* » ; « *monstravam as plantas, mas nos não acreditávamos* ».

²⁸ Cf. *Público* du 22/03/99, *Diário das Notícias* du 18/09/98...

²⁹ Je me souviens de la tête surprise puis décontenancée de l’employée de mairie quand je lui demandais, encore imprégnée des schémas de pensée minhotas, s’il y avait une association de défense de la Luz, contre le barrage, ou tout du moins quelques personnes, voire une seule à la tête d’un mouvement contestataire. L’idée ne semblait pas même avoir effleurer les esprits. Il faut dire, comme me l’ont rapporté plusieurs vieilles dames, qu’« *on (la Edia) nous a bien fait comprendre que si on contestait on risquait de tout perdre* ».

³⁰ D’autres barrages portugais ont déjà conduit à la submersion de villages (Barrage de Vilarinha de Furna, barrage da Rocha, etc.), mais la population était alors expropriée et indemnisée (Novães, 1973). La *Nova Aldeia da Luz* est le premier village reconstruit, respectant la morphologie actuelle de celui à submerger.

³¹ A la Luz, auprès de l’équipe de la Edia, les gens s’exusent de coûter si cher à l’Etat, ou de lui causer tant de soucis, ou de ne pas parler aussi bien que les « Doutores ». Il y a comme soumission et autodénigrement de leur part. Pinheiro (1998), quant à lui, parle du comportement de « *conformismo-suicida* » des Alentejanos.

³² En février 1999, les habitants de la Luz se disaient ouvertement mécontents : la « *guerra dos pormenores* » avait commencé, ils dénonçaient les plans signés ne correspondant déjà plus aux maisons à construire (*Público, 15/02/1999*).

BIBLIOGRAPHIE

A.R.C.E.A, 1992, *Estudio de Impacto Ambiental do Salto de Sela no Concello de Arbo*, Arbo.

Barragem de Alqueva, Livro Negro, Edições « Amanha », Rio de Mouro.

BARRENCHEA Eduardo & PINTADO António, 1974, *a Raia de Portugal. A fronteira do subdesenvolvimento*, Ed. José Soares Martins, Porto.

BLOCH Anny & ERCKER Alain, 1996, « Une culture de frontières entre l'Alsace et le Palatinat ? État cruel des lieux », *Revue des Sciences Sociales de la France de l'Est*, n° 23, pp 222-233.

BIDOU Patrice, 1991, « Mythe », Bonte P. & Izard M, *Dictionnaire de l'Ethnologie et de l'Anthropologie*, PUF, Paris.

BRAGA, Isabel M.R. Mendes Drumond, 1997, « Os rios na fronteira luso-espanhola : entre a cooperação e o conflito (século XVI) », *Vértice*, n° 81, pp 51-56.

BRITO, Joaquim Pais de, 1988, « Frontière et village. Note sur l'assise locale d'une frontière politique », *Annales de Géographie*, n° 541, pp 330-343.

BRITO, Joaquim Pais de, 1996, “Sinais de Fronteira”, *Retrato da aldeia com Espelbo*, Coleção Portugal de Perto, Publicações Dom Quixote.

CALDAS, João Castro, 1997, « L'opinion publique et l'eau », *Options Méditerranéennes*, série A/ n° 31, pp 469-476.

CALDAS, João Castro, 1998, “Portugal-Espagne, la question de l'eau”, “*Régulation de l'eau en milieu méditerranéen. Risques et Tensions*”, *Territoires en mutation*, 3, Université Paul Valéry Montpellier III, Montpellier, pp 233-237.

CAVACO Carminda, 1973, *A região de fronteira do Rio Minho*, Lisboa, Centro de Estudos Geográficos.

COSME, João dos Santos Ramalho, 1982, *Nótulas de estudo sobre o concelho de Mourão*, Gráfica Eborense, Mourão.

CAPLOW Théodore, 1971, *Deux contre un, les coalitions dans les triades*, Paris, A. Colin.

DAVEAU Suzanne, 1977, “Bases géographiques do problema da barragem de Alqueva, achegas para a sua apresentação”, *Finisterra*, n° 24, pp

DRAIN Michel (sous la direction de), 1996, “*Les conflits pour l'eau en Europe méditerranéenne*”, *Espace Rural*, 36, Université Paul Valéry Montpellier III, Montpellier, 265 p.

DRAIN Michel, 1996, “La Péninsule Ibérique” et “Les conflits pour l'eau autour du Guadiana”, in “*Les conflits pour l'eau en Europe méditerranéenne*”, *Espace Rural*, 36, Université Paul Valéry Montpellier III, Montpellier, pp 19-47 et pp 115-129.

DRAIN Michel, 1998, “Planificación y gestión de las aguas peninsulares”, *El Agua a debate desde la universidad. Hacia una nueva cultura del agua*, Congreso ibérico sobre gestión y planificación de aguas, Zaragoza, 14-18 sept. 1998, Zaragoza, pp 483-496.

DRAIN Michel (sous la direction de), 1998, “*Régulation de l'eau en milieu méditerranéen. Risques et Tensions*”, *Territoires en mutation*, 3, Université Paul Valéry Montpellier III, Montpellier, 262 p.

EVANS-PRITCHARD, Edward E, 1968, *Les Nuers*, Paris, Gallimard.

FOGEL Frédérique, 1997, *Mémoires du Nil. Les Nubiens d'Égypte en migration*, Karthala et CNRS, Paris

FOUCHER Michel, 1991, « Europe : frontières ouvertes, frontière stables ? », *Le Débat*, n° 63, pp 72-78

GUICHARD François & HILY Marie-Antoinette, 1996, « Histoires et Espaces de Frontières », *Lusotopie*, pp 41-55

HERNÁNDEZ LEÓN Elodia & CASTAÑO MADROÑAL Ángeles, 1996, « una frontera, un espacio social cambiante : « la Raya de Portugal », *Demófilo, Revista de cultura tradicional de andalucía*, n° 20, pp 139-153.

LASK Tom & WINKIN Yves, 1995, “Frontières visibles/frontières invisibles”, *Quaderni: Revue de la Communication*, 27, Paris, Université de Paris I.

MARTINS, Rui Cunha, 1998, « Das fronteiras medievais às fronteiras historiográficas : liminaridade ; transgressão, obesidade », *Trabalhos de Antropologia e Etnologia*, vol 38 (3-4), pp 145-160.

MEDEIROS, Carlos Alberto Baptista, 1998, « Os Rios luso-espanhóis. Quadro Jurídico », *Actas do Congresso sobre Planificación y Gestión de Aguas*, Zaragoza,

NAVAS, Victoria Sánchez-Élez, 1998, « La frontera lingüística hispano-portuguesa : aproximación bibliográfica », *Madrugal*, 1, Universida Complutense, pp 83-89

NOVAES Gladys, 1973, « A retirada de Vilarinho das Furnas », *Geográfica*, n°33, pp 53-71

PETIT ROBERT, 1993, « Frontière », *Dictionnaire de la langue française*, Dicorobert, Montréal, p 979

Prosseguir Alqueva. Para desenvolver o Alentejo e o País, 1985, Editorial Caminho, Coleção Poder local, Lisboa.

RAFFESTIN Claude, 1986, « Éléments pour une théorie de la frontière », *Diogène* n° 134, pp 3-21.

RAMOS Demetrio, 1994, « Línea y Frontera : de Tordesillas a la Borbonización delimitadora », *Boletín de la Real Academia de la Historia*, Tomo CXCI, cuaderno II, Madrid, pp 197-214.

RITA, José Gonçalo Santa, 1938, « O problema das fronteiras. (Conspecto geral) », *Revista da faculdade de letras de Lisboa*, Tomo V, n° 1-2, pp 7-80.

SÁNCHEZ GÓMES, Luis Ángel, 1997, « Españoles y portugueses : la visión del otro », *Anales del Museo Nacional de Antropología*, nº IV, Ministerio de educación y cultura, Madrid, pp 141-156.

SILVA, Antunes da, 1982, *Alqueva, a grande barragem*, Livros Horizonte, Lisboa.

SIMÓN FERNÁNDEZ Xavier, 1998, « El Salto de Sela (Río Miño) : punto final a una historia conflictiva. Los aprovechamientos hidroeléctricos en Galicia », *Actas do Congreso sobre Planificación y Gestión de Aguas*, Zaragoza, pp 1-11.

PINHEIRO, J.M. Monarca, 1998, « O Alentejo e o mito de Alqueva. O problema da terra, da água e do homem », *Actas dos Encontros de Monsaraz*, Monsaraz, 23-24 Mai 1998.

TORRES, José Manuel Cordero, 1960, *Fronteras Hispanicas. Geografía e Historia, Diplomacia y administración*, Instituto de Estudios Políticos, Madrid.

URIARTE Luis M., 1994, *La Codosera. Cultura de Fronteras y Fronteras culturales en la Raya luso-extremenã*, Ed. de la Asamblea de Extremadura, Merida. Gomez (1997)

VAZ Pe Júlio, 1970, « O que o Rio Minho não separou », *O Distrito de Braga*, Boletim Cultural de Ethnografia e História, vol IV, fasc III-IV, Braga, pp 709-716

WATEAU Fabienne, 1998, « Quand l'eau sert de prétexte à la revendication des identités : quatre exemples de conflits dans la vallée du Rio Minho (Portugal) », *Actas do Congreso sobre Planificación y Gestión de Aguas*, Zaragoza, pp 39-52

WATEAU Fabienne, 1998, « Rareté ou abondance de l'eau dans le Nord du Portugal », *Régulation de l'eau en milieu méditerranéen. Risques et Tensions*, *Territoires en mutation*, 3, Université Paul Valéry Montpellier III, Montpellier, pp 177-187.

DOSSIERS DE PRESSE

1. sur le barrage de Sela (constitué par la bibliothèque municipale de Melgaço)

- « Un « não » veemente. Corema barra caminho à barragem de Cela », *Primeiro de Janeiro*, 22/02/1994
- « Corema sensibiliza à protecção do Rio », *Correio do Minho*, 03/03/1994
- « Corema debate hoje defesa do Rio Minho », *Correio do Minho*, 05/03/1994
- « Cruzada ecologista contra barragem de Cela », *Primeiro de Janeiro*, 23/11/1994
- « Ambientalistas do Minho e Galiza contra barragem da Cela no Minho », *Diário do Minho*, 01/95
- « Nova barragem no Rio Minho », *Tribuna do Norte*, 30/03/95
- « Plano hidrológico espanhol ameaça rios ibéricos », *Tribuna do Norte*, 11/05/95
- « Não a barragem de Cela », 06/95
- « Ecologistas chumbam barragem de Cela », *Correio do Minho*, 08/07/1995
- « Barragem de Cela volta a estar em destaque », *Correio do Minho*, 12/1995
- « Corema vai editar Caderno do Património », *O Caminhense*, 12/01/96
- « Nova direcção da Corema atenta à barragem de Sela », *Via Nova*, 15/01/96
- « Estudo sobre a barragem de Sela será analisado com as autarcas », *Correio do Minho*, 24/01/1996
- « Estudo de impacte ambiental favorável à barragem de Cela », *Jornal de Notícias*, 24/01/96

-
- « Autarcas raianos analisam processo da barragem de Sela, *Primeiro de Janeiro*, 29/O1/1996
 - « Planos só no fim de 1997 », *Correio do Minho*, 03/02/1996
 - « Barragem de Cela vai mesmo arrancar », *Diário do Minho*, 03/O2/96
 - « EDP e Fenosa desistem da barragem de Cela », *Correio do Minho*, 16/05/1996
 - « Barragem da Sela levada ao Parlamento », *Jornal de Notícias*, 21/05/96
 - « Impacte ambiental de Cela avaliado por entidade isenta », *Correio do Minho*, 22/05/1996
 - « Ministra do Ambiente documenta-se para responder ao deputado Rui Solheiro », *Tribuna do Norte*, 08/1996
 - « Processo avança para inquérito público », *Correio do Minho*, 18/11/1996
 - « Melgaço, Aveleira da zona montanhosa terá uma dezena de investidores », *Notícias de Viana*, 01/05/97
 - « A Espanha aqui tão perto ! », *Alto Minho*, 09/1997
 - « Sela. Consulta do Público do Estudo de Impacte Ambiental (EIA) », *Union FENOSA & EDP*, 01/1998
 - « Barragem da Cela no Rio Minho, sim ou não ? », *Tribuna do Norte*, 01/1998
 - « Barragem do salto de Sela regressa à ordem do dia, *Jornal de Notícias*, 12/01/1998
 - « Melgaço debate impacto ambiental da barragem de Sela no Rio Minho, *Diário do Minho*, 17/01/1998
 - « Corema denuncia irregularidades no impacte ambiental de Sela », *Diário do Minho*, 19/01/1998
 - « Barragem preocupa Melgaço », *Jornal de Notícias*, 29/01/1998
 - « Barragem de Sela », *O Vianense*, 30/01/1998
 - « EDP não convence o povo sobre a barragem de Sela », *Jornal de Notícias*, 30/01/1998
 - « Barragem de Sela, consulta alargada », *Alto Minho*, 12/02/1998
 - « Câmara preocupada com impacto da barragem de Sela », *Falcão do Minho*, 12/02/98
 - « Não a barragem de Sela », *Jornal de Melgaço*, 02/1998
 - « Espanhóis admitem recuar no projecto de Sela », *Tribuna do Norte*, 02/1998
 - « Não a barragem de Sela, sim a vida, a natureza », *A Peneira*, 15/02/1998
 - « Uma barragem mal amada », *O Vianense*, 22/02/1998
 - « Barragem de Sela « abre » enxurrada de protestos », *Correio da Manhã*, 26/02/1998
 - « Manuscritos do Rio Morto », *Público*, 10/03/1998
 - « Barragem de Sela coleciona negativas, *Público*, 12/03/1998
 - « A barragem do Sela ou a morte anunciada do Rio Minho », *Jornal de Notícias*, 13/03/1998
 - « Sela a tremer », *Alto Minho*, 03/1998
 - « Barragem de Sela prejudicará todo o vale do Minho », *Falcão do Minho*, 19/03/98
 - « LPN contra barragem de Sela », *Público*, 15/04/1998
 - « Barragem de Sela teria efeitos dramáticos », *Diário do Minho*, 16/04/1998
 - « Barragem de Sela terá impacte ambiental muito negativo », *Diário do Minho*, 18/04/1998
 - « Sela melhor », *Alto Minho*, 23/04/1998
 - « Minho não quer barragem de Sela », *Jornal de Notícias*, 06/05/1998
 - « Barragem por água abaixo para ter água na boca », *Alto Minho*, 07/05/1998
 - « Produtos de Melgaço monstraram-se contra Sela », *Jornal de Notícias*, 15/05/1998
 - « Barragem destruirá recursos naturais », *Diário do Minho*, 19/06/1998
 - « Luz verde » para Sela seria lamentável opção », *Correio do Minho*, 20/06/1998
 - « Melgaço promove jogos florais contra barragem no Rio Minho », *Diário do Minho*, 23/06/1998
 - « Rui Solheiro (PS) contra a construção da barragem de Sela, *O Povo da Barca*, 28/06/1998
 - « Florais contra Sela », *Alto Minho*, 02/07/1998
 - « Desvio de águas põe Alvarinho em risco », *Expresso*, 04/07/1998
 - « Contra a barragem de Sela », *Público*, 07/07/1998
 - « Forte crítica à barragem de Sela vence jogos florais de Melgaço, *Diário do Minho*, 05/08/1998
 - « A barragem de Sela : carta aberta à população de Monção », *Jornal de Notícias*, 05/08/1998

-
- « Braga da Cruz assegura : tudo depende de Espanha, *Correio do Minho*, 11/08/1998
 - « Trepa » de Solheiro sobre Braga da Cruz », *Correio do Minho*, 13/08/1998
 - « Construção da barragem é projecto sem viabilidade », *Correio do Minho*, 14/08/1998
 - « Biólogos reprovam barragem da Sela », *Diário do Minho*, 14/08/1998
 - « Solheiro reafirma confiança na rejeição do projecto Sela », *Correio do Minho*, 27/08/1998
 - « Comissão luso-espanhola contra Barragem de Sela », *Público*, 27/08/1998
 - « Município desafia progresso industrial », *Jornal de Notícias*, 08/09/1998
 - « Rui Solheiro : « Somos o centro de uma euro-região », *Alto Minho*, 10-16/09/1998
 - « Vinho Alvarinho dispensa misturas », *Jornal de Notícias*, 17/09/1998
 - « Alvarinho & Albariños », *Público*, 05/10/1998

2. *sur le barrage de Alqueva* (quelques titres seulement)

(archives de l'entreprise constructrice du barrage, EDIA, Beja, depuis 1995)

- « Sonhos tristes de um alentejano bem mais triste », *Diário de Notícias*, 10/10/95
- « Alqueva, um tema que parece eterno para os Alentejanos - uma ilusão a salvaguardar -, *Jornal de Beja*, 08/12/95
- « Barragem do Alqueva. O sonho a caminho da realidade », *Revista Alentejana*, 02/1996
- « Alqueva : 90% dos Portugueses a favor do projecto », *Diário de Beja*, 12/09/96
- « O Guadiana coma unidade transfronteiriça », *Público*, 07/11/96
- « Espanha apoia barragem de Alqueva », *Correio da Manhã*, 09/11/96
- « Barragem é boia de salvação », *Diário de Notícias*, 24/11/96
- « A barragem das ilusões », *Grandes Reportagens*, 01/1997
- « Mega barragem engole concelho de Mourão », *Notícias do Alentejo*, 21/01/97
- « Alqueva, um projecto estratégico », *Público*, 21/01/1997
- « Governo quer abandonar regadio na margem esquerda do Guadiana », *Diário do Alentejo*, 23/05/1997
- « Projecto do Alqueva para regar prestígio », *Jornal das Notícias*, 18/09/1998
- « A marca rosa para o final do milénio », *Público*, 22/03/1999

3. *Sur les "frontières de l'eau"* (articles divers sur la question du partage des eaux luso-espagnoles)

- « Esperança ou ilusão ? Alqueva. Entrevista com Adérito Serrão », *Jornal de Evas*, 15/01/1995
- « Plano hidrológico : Nem bons ventos, nem Água », *Semanário*, 06/05/1995
- « Negociações luso-espanholas sobre os rios internacionais. A guerra da água », *Diário de Notícias*, 06/09/1995
- « Espanha « importa » água do Guadiana », *Diário de Notícias*, 07/09/1995
- « Alqueva, o fim do Mito », *Imenso Sul*, 10/11/12/1995
- « Sonhos tristes de um Alentejano bem mais triste », *Diário de Notícias*, 10/10/1995
- « Ecologistas espanhóis acreditam na suspensão das obras de Alqueva », *Público*, 15/10/1995
- « Espanha não respeita caudais ecológicos dos rios », *Público*, 06/11/1995
- « Alqueva com novas interrogações », *Notícias Alentejo*, 10/11/1995
- « Água à espanhola, lixo à portuguesa », *Diário de Notícias*, 30/12/1995
- « Espanhóis protestam Alqueva », *Diário de Notícias*, 13/01/1996
- « Invasão », *Independente*, 19/01/1996
- « Ambientalistas espanhóis impõem estudo sobre Alqueva », *Expresso*, 20/01/1996
- « Espanhóis contra Alqueva », *Notícias Alentejo*, 02/02/1996
- « Margem Esquerda do Guadiana em livro », *Diário do Alentejo*, 01/03/1996
- « Alqueva vai fornecer água a Espanha », *Expresso*, 25/05/1996
- « Acordo sobre a água esteve em pauta », *Jornal de Beja*, 31/05/1996

-
- « Governo e oposição querem transvase Tejo-Guadiana », *Diário do Sul*, 18/10/1996
 - « O Guadiana como unidade transfronteiriça », *Público*, 07/11/1996
 - « Espanha apoia barragem de Alqueva », *Correio da Manhã*, 09/11/1996
 - « Alqueva, Tudo atrasado », *Visão*, 09/11/1996
 - « Suspensão de Alqueva serviu para travar reforma agrária », *Diário de Notícias*, 14/11/1996
 - « Motor de desenvolvimento ou mito ? », *Público*, 16/11/1996
 - « Alqueva : Água garantida », *Diário do Sul*, 19/11/1996
 - « Espanhóis projectam mais regadio », *Público*, 03/02/1997
 - « Água a mesa ibérica », *Público*, 26/02/1997
 - « Transvases de água admitidos por ministros ibéricas », *Semanial (?)*, 01/03/1997
 - « Europa aprova transvases de rios luso-espanhóis », *Independente*, 30/01/1998
 - « O Plano Hidrológico Espanhol : agir ou esperar que chova ? », *Público*, 07/03/1998
 - « Directiva europeia « rege » convénio luso-espanhol », *Correio da Manhã*, 24/03/1998
 - « Impasse nas negociações com Espanha sobre recursos hídricos », *Al'mogrou*, 31/03/1998
 - « Ministra garante serenidade dos rios que vêm de Espanha », *Diário Económico*, 02/04/1998
 - « Águas calmas na negociação entre Portugal e Espanha », *Correio da Manhã*, 02/04/1998
 - « À espera de Madrid », *Público*, 02/04/1998
 - « Desvio de águas põe Alvarinho em risco », *Expresso*, 04/07/98
 - « Barragem ameaça vinho Alvarinho », *Expresso*, 04/07/98
 - « Espanha e Portugal vão a águas », *Independente*, 18/09/98
 - « Projecto do Alqueva para regar prestígio », *Jornal das Notícias*, 18/09/1998
 - « Gestão das águas em Espanha prejudica Portugal », *Diário do Sul*, 29/09/1998
 - « A guerra do próximo século », *Público*, 22/03/1999